

LES TOILETTES : ENJEU HUMANITAIRE TABOU OU BIEN DE LUXE ?

Tatiana Thieme
Géographe urbaine et Professeure
associée, University College London

Justin De Koszmovszky
Associé, Archipel&Co



Toilettes à Mathare, 2009 - ©Justin DeKoszmovszky

Tatiana Thieme est Professeure associée au Département de géographie de University College London. Ses recherches portent sur les économies informelles dans les environnements urbains précaires, notamment sur les politiques et le secteur des déchets et de l'assainissement dans les pays du Sud.

Justin DeKoszmovszky est associé chez Archipel&Co où il dirige les études et projets liés aux solutions de marché dans le secteur de l'assainissement. Justin est aussi cofondateur de Community Cleaning Services, une micro-franchise sociale exerçant dans le domaine du nettoyage des toilettes communes dans toute la ville de Nairobi.

Les pratiques et infrastructures d'assainissement ont beau varier d'un pays à l'autre, il existe un impératif universel : nous devons nous débarrasser de nos déchets corporels. Cette nécessité émane de notre compréhension commune de la santé publique et des tabous culturels associés à tout déchet : quelque chose de négatif, potentiellement vecteur de contagion¹. La gestion des déchets d'origine humaine, historiquement et géographiquement, reflète la relation des individus à leur corps, leur environnement, leur gouvernement et leur économie². Ainsi, le fait que 4,2 milliards de personnes³ n'aient pas accès à un assainissement adéquat est une source de préoccupation et de mobilisation. Le présent article se penche sur l'importance des toilettes, le lieu symbolique et physique de la lutte contre la précarité en matière d'assainissement au XX^e siècle. Quelles sont les implications de cette réinterprétation des toilettes, à la fois objet humanitaire, bien de consommation rêvé pour certains, mais aussi lieu de rencontre et espace commun dans les quartiers en pleine expansion des pays du Sud ?

INTRODUCTION

La première Journée mondiale des toilettes a eu lieu le 19 novembre 2001. Cette installation perçue dans la plupart des cultures comme un sujet profondément privé, voire tabou (les excréments), ce non-objet prosaïque qui était autrefois exposé comme une provocation dadaïste par l'artiste Marcel Duchamp (les toilettes), est devenu l'objet d'une campagne de sensibilisation essentielle. L'UNICEF et une constellation d'acteurs de plus en plus nombreux issus du secteur du développement et du secteur privé ont encouragé le monde à s'intéresser à l'assainissement, en faisant des toilettes l'objet tangible de la lutte contre la précarité en matière d'eau et d'assainissement, le 6^e objectif de développement durable, associé aux défis de santé publique du XIX^e siècle.

1 Douglas, Mary 1966. Purity and Danger: An analysis of the concepts of pollution and taboo.

2 Laporte, Dominique 2000/1978. History of Shit. Cambridge, MA: MIT Press (traduction de Nadia Benabid et Rodolphe el-Khoury)

3 OMS/UNICEF Joint Monitoring Programme (JMP) for Water Supply, Sanitation and Hygiene, 2019. Accessible ici : <https://www.who.int/news/item/18-06-2019-1-in-3-people-globally-do-not-have-access-to-safe-drinking-water-unicef-who>



Affiches de la Journée mondiale des toilettes

De toute évidence, l'assainissement mérite une plus grande attention à l'échelle planétaire. La précarité en matière d'eau et d'assainissement sont des causes majeures de mortalité et de maladies dans les pays en développement. 4,2 milliards de personnes sont encore « dépourvues d'un assainissement géré de manière sûre » d'après l'Organisation Mondiale de la Santé. Face à la hausse sans précédent des populations urbaines des pays du Sud, les municipalités se retrouvent souvent sous-équipées et dans l'incapacité de faire face aux impératifs de modernisation de leurs infrastructures vieillissantes, notamment dans les quartiers marqués par des inégalités historiques en matière de développement urbain. Ainsi, de nombreux quartiers populaires surpeuplés sont privés de services d'assainissement élémentaires et doivent recourir à des solutions *ad hoc*, comme les très précaires « toilettes suspendues » ou la pratique de la défécation en plein air quand les infrastructures existantes sont trop éloignées, trop chères, sales ou malodorantes⁴.

Il semble important de réfléchir un instant au fait que les « toilettes » deviennent un symbole des défis en matière d'assainissement, mais aussi l'une des revendications symboliques et matérielles de ce qu'Henri Lefevre appelait « le droit à la ville ». Pour de nombreux habitants des villes, la question corporelle la plus élémentaire (dont beaucoup diraient qu'elle est surtout privée) est un sujet de débat public (George 2008). Il est maintenant clair que l'Humanité a plus facilement accès à un téléphone portable qu'à des toilettes sûres⁵, un paradoxe choquant de la modernité. Les toilettes, sous toutes leurs formes - installation rêvée, site de dégradation volontaire, jusqu'à son absence pure est simple - sont devenues l'emblème de la précarité urbaine et de la vulnérabilité incarnée. Au cours des dix dernières années, les toilettes sont devenues un sujet à la croisée de l'humanitaire, de la santé publique, de l'éducation, de l'urbanisme, de la technologie et du commerce. Les efforts visant à interpeller, innover, se mobiliser et mener une réflexion académique ont fait des toilettes un objet humanitaire⁶ et un bien de consommation de luxe.

Les objets humanitaires apportent généralement une solution technique à un problème de développement, tandis que les biens de consommation exploitent les besoins et aspirations perçus. Comme les toilettes incarnent les deux, la question de l'« accès » est à la fois publique et politique, et relève aussi du comportement, du choix et du statut personnel. Par conséquent, les toilettes peuvent être considérées à la fois comme un droit de la personne individuelle et comme un bien de consommation. Ce lien avec l'individu et le foyer pourrait faire penser que le problème de l'assainissement se pose uniquement en termes de présence ou non de toilettes privées. Pourtant, pour de nombreux résidents à faible revenu (en particulier en milieu urbain) des pays du Sud, les toilettes à domicile restent une réalité lointaine et peu désirable, étant donnée la nature du foyer, compact et multifonctionnel. Pour beaucoup de ces citoyens, les questions de propreté et d'intimité associées à l'assainissement concernent moins le ménage que les infrastructures et comportements collectifs. Dans le contexte des installations communes, le sujet des toilettes « publiques » (plutôt qu'à domicile ou privées) ne se limite pas aux questions



Attente aux toilettes publiques à Pune, 2016 - ©Tatiana Thieme Nov 2016, Pune

4 Archipel&Co, Bill and Melinda Gates Foundation et Firmenich, "Malodor & Sanitation Behaviors in Low-Income Settlements," 2019. Disponible ici : https://archipel-co.com/wp-content/uploads/2019/12/BMGF-Malodor-Sanitation-Global_report.pdf

5 https://news.un.org/en/story/2013/03/435102-deputy-un-chief-calls-urgent-action-tackle-global-sanitation-crisis#.UU_C_BySV3-

6 Cf. 2018 special issue in LIMN on Little Development Devices and Humanitarian Goods: <https://limn.it/issues/little-development-devices-humanitarian-goods/>



Toilettes ouvertes au Cap - ©Jaco Marais from online

de conception, d'installation matérielle, d'infrastructure et de couverture sanitaire. Le sujet révèle de multiples considérations liées à la construction, l'entretien, la gestion, l'accès et le financement des blocs sanitaires communs. Il soulève aussi le thème des interactions sociales au quotidien, souvent moins documentées mais cruciales, qui permettent de faire en sorte qu'une ressource partagée fonctionne et réponde effectivement aux besoins de multiples utilisateurs finaux. Examinons ce que les toilettes (ou leur absence) révèlent, en examinant trois sites urbains différents.

Dans l'un des plus anciens et des plus vastes bidonvilles de Nairobi, l'un des organisateurs de la communauté locale disait un jour : « À Mathare, il n'y a pas grand-chose à dire au sujet du bien public. Il n'y a pas de salle communautaire, ni d'école secondaire. En revanche, s'il y a quelque chose qui est à nous, ce sont nos toilettes publiques. » Dans le contexte local, celui d'une urbanisation rapide et non planifiée, avec une population urbaine défavorisée et en constante augmentation, les toilettes et les espaces sanitaires communs sont des espaces à fort enjeu politique, social et contestataire, parfois plus que le logement lui-même. Dans les quartiers à faibles revenus en particulier, les toilettes (ou leur absence) représentent une forme d'insécurité majeure et sexospécifique, exposant particulièrement les femmes et les enfants⁷. Ces toilettes communes étant des équipements publics essentiels, elles sont devenues pour certains dirigeants et acteurs du développement à Nairobi des symboles de « bonne volonté » et d'investissement visible. Malheureusement, même si elles sont ornées d'une plaque rutilante portant la date et le nom d'un bienfaiteur, ces « objets humanitaires » sont surtout là pour l'image et rarement pensés pour le long terme. Trop souvent mal entretenus, ils finissent par se dégrader et perdre leur utilité auprès de ceux qu'ils sont censés servir⁸. Il existe pourtant des groupes communautaires, souvent des associations de jeunes, qui sont fiers de gérer et de nettoyer des toilettes communes à Mathare pour servir leur communauté, moyennant un paiement par visite ou une redevance mensuelle abordable. Certains considèrent que l'introduction d'un mécanisme de marché pour répondre à un

besoin fondamental dans un quartier pauvre s'apparente à une double peine. Pourtant, ce n'est pas forcément l'avis des habitants. Ils peuvent ainsi compter sur un certain niveau de propreté dans une installation commune gérée et nettoyée, qui constituera aussi une source de revenus pour des jeunes au sein d'une population sous-employée. Dans certains cas, la présence de toilettes de ce type peut générer toute une dynamique. Dans un quartier de Mathare connu sous le nom de « Numéro 10 », les toilettes communes gérées par un groupe local de jeunes depuis dix ans sont désormais adjacentes à un point d'eau, un guichet de banque mobile et une ferme urbaine - tous des investissements réalisés par le groupe de jeunes grâce aux revenus générés par les toilettes. Dans ce cas précis, les toilettes ont été le point de départ de différentes activités génératrices de revenus, transformant un lieu « impur » en source de valeur à différents niveaux.

L'histoire du Cap, en Afrique du Sud, reflète une orientation politique différente de celle Nairobi. En 2013, la dégradation des toilettes des quartiers à faibles revenus, comme Khayelitsha, devient un enjeu politique, cristallisant les questions de pauvreté, d'inégalités et de promesses non tenues. Deux décennies après la fin de l'apartheid et des espoirs d'une vie meilleure pour tous les Sud-africains, les tristement célèbres toilettes portables (« portaloos ») et toilettes « ouvertes » ont commencé à faire l'objet d'un véritable activisme social. Les contestataires ont transporté jusque dans les rues du centre-ville ces toilettes dégradées et leur contenu, misant sur des actions coup de poing pour exprimer leurs griefs contre l'insuffisance des services essentiels dans certains quartiers informels en périphérie de la ville. Dans ce débat, les toilettes n'étaient plus un objet humanitaire, ni un bien de luxe, mais plutôt un symbole d'indignité, d'indifférence, la manifestation criante de la persistance d'inégalités dans l'affectation des ressources. En 2015, les fameuses « poo wars » se sont étendues aux manifestations étudiantes « Rhodes Must Fall »



Toilettes collectives à Pune, 2016 - ©Tatiana Thieme Nov 2016, Pune

7 Amnesty International (2010), Insecurity and Indignity: Women's experiences in the slums of Nairobi. Available here: <https://www.amnesty.org/download/Documents/36000/afr320022010en.pdf>

8 Thieme, Tatiana 2018. "Water is life, but sanitation is dignity", LIMN, special issue on Little Development Devices.

à l'Université du Cap, contestant la présence des références coloniales anglaises blanches sur le campus. Marque visible d'un racisme persistant et structurel dans le paysage urbain, les déchets humains d'un portaloos délabré provenant d'un bidonville du Cap créaient le lien entre ces différentes luttes contre les insuffisances des infrastructures sanitaires, la pauvreté, le colonialisme et l'apartheid. Dans ce contexte, ladite « politics of shit » et les toilettes dégradantes ont matérialisé le concept de honte auprès du secteur public, dans le contexte très particulier des espoirs envers l'État postapartheid. Les habitants de Nairobi n'avaient pas les mêmes attentes que ceux du Cap, recourant pendant des décennies à des solutions d'« auto-assistance »⁹, parce qu'ils étaient déçus par l'État ou qu'ils n'espéraient même plus que leurs infrastructures soient modernisées¹⁰.

Il est maintenant clair que l'Humanité a plus facilement accès à un téléphone portable qu'à des toilettes sûres, un paradoxe choquant de la modernité

À Pune, en Inde, les toilettes ne sont pas un « objet humanitaire » fourni par des donateurs privés, ni un enjeu de contestation envers un État décevant. Les toilettes sont un bien de luxe de la classe moyenne et un ressort politique puissant. Les toilettes bien entretenues sont devenues un symbole de dignité, sous l'impulsion du mouvement d'indépendance non violent du Mahatma Gandhi, contre la domination britannique. L'actuel Premier ministre indien Narendra Modi promeut, depuis 2014, un mouvement national connu sous le nom de Swachh Bharat Abhiyan (Clean India Mission), qui défend l'accès généralisé aux toilettes dans les zones rurales et urbaines. Cependant, lors d'une enquête sur la perception des expériences quotidiennes en matière d'assainissement menée par Archipel&Co en 2016, nous avons constaté que les ménages à faibles revenus ne souhaitaient pas forcément faire entrer des sanitaires dans leur foyer. Chez la plupart de ces ménages, le foyer est un espace modulable : selon le moment de la journée, la chambre devient cuisine, salon, poste de travail d'une entreprise à domicile, salle d'étude pour les devoirs après l'école et lieu de rassemblement des groupes d'entraide qui discutent de leurs plans d'épargne. L'espace « bain » est utilisé tour à tour pour cuisiner ou se laver les pieds. Dans ce contexte, les toilettes sont séparées de la maison non seulement pour des raisons pratiques, mais aussi pour des raisons hygiéniques. Beaucoup préfèrent ainsi garder leurs ablutions à l'écart du logement, malgré un souci de sécurité bien réel, surtout pour les femmes et les enfants, quand ils doivent entreprendre une longue marche vers les toilettes les plus proches après la tombée de la nuit.

Ces trois exemples soulignent les diverses significations associées aux toilettes à l'heure où une constellation d'acteurs et de secteurs - public, privé, société civile - œuvrent à la réalisation des objectifs de développement durable, notamment l'amélioration de l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène. Il est clair que pour la plupart des citoyens d'aujourd'hui, en particulier dans les pays du Sud, des toilettes privées restent un bien de luxe. Toutefois, l'accès à des installations sanitaires sûres, propres et raisonnablement proches doit être considéré

comme un droit essentiel. Concrètement, aujourd'hui, les « vraies toilettes » pour la majorité des citoyens des villes en plein essor sont les toilettes communes, et souvent un bien commun contesté. C'est pourquoi les innovateurs sociaux passionnés des secteurs privé, public et du développement qui, ces dernières années, ont relevé le défi de la Fondation Gates consistant à « réinventer les toilettes » doivent tenir compte des aspects collectifs et sociaux qui entourent les espaces sanitaires communs, depuis les échanges quotidiens dans la file d'attente jusqu'aux moyens entrepris par les acteurs locaux pour susciter des attentes auprès de leurs concitoyens quant à un « assainissement adéquat » selon leurs propres termes.

Les projets actuels, qui vont de l'éco-assainissement aux modèles de micro-franchise, sont encourageants et méritent d'être salués en tant que tels. Ces projets reposent sur la participation active des communautés à l'amélioration de leur propre situation. Ces communautés peuvent être amenées à susciter la volonté collective de payer un fournisseur privé ou à résoudre des conflits qui surviennent inévitablement quand un groupe de personnes partage un bien commun. En fin de compte, pour apporter les améliorations critiques nécessaires, toute intervention doit prendre en compte les contraintes bien réelles de la vie urbaine et imaginer des stratégies d'adaptation pragmatiques face à des habitats multifonctions de petite dimension. Alors que nous entrons dans la troisième décennie du XXI^{ème} siècle, les toilettes sont peut-être plus que jamais un objet humanitaire et un bien de consommation rêvé, dans lequel l'économie communautaire investit des efforts quotidiens, souvent invisibles, nécessaires à l'entretien de ces biens communs d'assainissement. Si nous réfléchissons de manière comparative à divers exemples d'amélioration de l'assainissement, il semble pertinent d'associer la fourniture des aspects « matériels » ou hardware (via les toilettes publiques, collectives ou individuelles) et des aspects « logiciels » ou software des mécanismes sociaux et de marché, pour générer les incitations propices à un écosystème d'assainissement partagé. Cet équilibre n'est pas facile à trouver.

La Journée mondiale des toilettes, qui donne un coup de projecteur à ce sujet presque tabou¹¹, ne revient qu'une fois par an. Mais il est important que nous gardions à l'esprit, à chaque fois que nous utilisons des toilettes en toute sécurité, les politiques profondes à l'œuvre derrière cet acte tout simple, et que nous reconnaissons que la fin de la précarité en matière d'assainissement va beaucoup plus loin que la simple présence de toilettes pour tous.

9 Hake, Andrew (1977) African Metropolis: Nairobi's Self-Help City.

10 Cf. Robins, S. 2013. How poo became political. The Cape Times (Cape Town), 2 July, p. 9; McFarlane, C. and J. Silver (2016) The Poollitical City: 'Seeing Sanitation' and Making the Urban Political in Cape Town, Antipode; Robins, S. 2015. Back to the poo that started it all. 9 avril. The Cape Times.

11 George, Rose (2008) The Adventures of Human Waste.